

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KIRADEIS

ZI LES GALETTES
89600 Saint-Florentin

Références : 250522
Code AIOT : 0025500016

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement KIRADEIS implanté ZI LES GALETTES 89600 SAINT-FLORENTIN. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'installation de KIRADEIS a été inspectée le 17/03/2022 : cette inspection a donné lieu à une mise en demeure (n° PREF-SAPPIE-BE-2022-0561 du 05 décembre 2022).

Le 26 décembre 2024, une inspection réactive a été réalisée suite à un incendie et a donné lieu à une mise en demeure (n° PREF-SGAD-BE-2025-0105 du 24 avril 2025).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KIRADEIS
- ZI LES GALETTES 89600 SAINT-FLORENTIN
- Code AIOT : 0025500016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KIRADEIS exploite sur son site de Saint-Florentin une installation de tri et transit de déchets dangereux et non dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 1.7.5	/	Demande d'action corrective	
2	Arrêté préfectoral	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 1.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
3	Incidents ou Accidents	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 2.5.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Astreinte	3 mois
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 4.3.13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	3 mois
5	autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 9.2.3.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Astreinte	3 mois
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Astreinte	3 mois
8	Bruits	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 6.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
9	Inventaire des substances ou préparation dangereuses présentes sur site	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.2.1	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.6.3	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Astreinte	3 mois
11	Moyen de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.7.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
12	Recueil des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site se réorganise pour présenter une installation plus ordonnée. Cependant, la propreté du site peut être améliorée avec, dans le bâtiment 1, de nombreuses fuites de toiture, et sur les espaces autour du bâtiment 2 de nombreux déchets ensevelis dans la terre et un empilement de cubitainers vides très mal ordonné.

Des non-conformités majeures restent à corriger : analyse des eaux, études de bruits, plan incendie, formation des personnels.

Ces différents points, qui ont déjà été notifiés dans des mises en demeure, nous amènent à proposer des astreintes administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 1.7.5
Thème(s) : Situation administrative, changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.
Constats : Une déclaration de changement d'exploitant a été réalisée le 08 février 2021 par le nouvel exploitant ASTRADEIS. L'exploitant déclare le jour de l'inspection que le nouvel exploitant est KIRADEIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le nouvel exploitant doit déclarer le changement d'exploitant au préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations classées			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 06/03/2023 			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Désignation des activités	Capacité des installations	Régime
167a	Déchets industriels provenant d'installations classées	Station de transit (200 tonnes maximum)	A
167c	Déchets industriels provenant d'installations classées	traitement 8.9 tonnes/jour	A
2575	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc, sur un matériaux quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance installée	Une grenailleuse de 17.4 kW	NC

	des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 20 kW.		
2663.1	<p>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé tels sur mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc, le volume susceptible d'être stocké étant : inférieur ou égal à 200m³</p>	<p>Balles plastiques : 90 m³ tromblons : 69 m³ déchets plastiques : 30 m³ total : 189 m³</p>	NC
2920.2	<p>Réfrigération ou compression (installation de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa:</p> <p>1. dans tous les</p>	<p>2 compresseurs puissance totale : 31.4 kW</p>	NC

	autres cas : inférieur à 50 kW		
<p>Constats :</p> <p>Constats de l'inspection du 17/03/2022 et demande associée : Les installations ne sont autorisées à stocker que 102 tonnes de déchets dangereux maximum. Or selon les registres fournis par l'exploitant le 28 avril 2022, la quantité de déchets dangereux stockés sur site au 31 mars s'élève à 493,78 tonnes. La quantité de déchets dangereux présents sur site dépasse largement la quantité autorisée. Par ailleurs, un stock "historique" de déchets non dangereux affecté à l'entité Astra-Recyclage est toujours présent sur site, bien qu'en cours d'évacuation, selon l'exploitant. L'exploitant doit fournir un délai d'évacuation des déchets non dangereux ainsi que les justificatifs de ces évacuations.</p> <p>Constats de l'inspection du 21/10/2025 : Une demande d'autorisation a été déposée à la DREAL le 13 juin 2023. Les éléments du dossier ne permettaient pas l'instruction de la demande, il a donc été envoyé une demande de compléments à l'exploitant le 18 juillet 2024, à transmettre dans les 3 mois. L'exploitant n'a apporté aucune réponse à ce jour. L'exploitant déclare avoir évacué le stock "historique" de déchets non dangereux affecté à l'entité Astra recyclage. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un état des stocks, permettant d'apporter la preuve du suivi des quantités de déchets présents sur le site à l'instant T. L'exploitant a fourni un état des stocks le 19 novembre 2025 pour ce même jour. Il fait état de 240.748 tonnes de déchets, dont 86.565 tonnes de déchets non dangereux, 145.637 tonnes de déchets dangereux et 8.546 tonnes de déchets sans code déchet.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les quantités de déchets sur site restent dans la limite de celles prescrites dans l'AP du 12/11/2007 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets dangereux stockés : inférieure à 102 tonnes ; - déchets non dangereux : inférieure à 98 tonnes ; - les déchets doivent comporter un code. 			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Astreinte			
Proposition de délais : 3 mois			

N° 3 : Incidents ou Accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 08/05/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Constats de l'inspection du 17/03/2022 et demande associée :

Suite à l'incendie du 24/12/2024,

--> L'exploitant devait fournir : les BSDD associés à l'évacuation des déchets solides et liquides, des photos de la lagune vidée et de la zone évacuée des déchets brûlés... L'exploitant précisera dans le cadre des améliorations de la sécurité qu'il a indiquées sur sa fiche de notification incident, celles qui seront mises en place et dans quel délai.

Constats de l'inspection du 21/10/2025 :

Les photos de la lagune vidée et de la zone évacuée des déchets brûlés de l'incendie du 24/12/2024 ont bien été transmises à l'inspection. En revanche, ni les BSDD associés à l'évacuation des déchets solides et liquides, ni le rapport d'accident n'ont été transmis à l'inspection.

Suite à l'incendie, l'exploitant déclare avoir mis en place, dans le cadre des améliorations de la sécurité, des caméras thermiques avec alarmes de détection, des caméras anti intrusion, et un aménagement des stockages des déchets par zones de compatibilité des produits chimiques. Les pompiers n'ont pas été sollicités pour des avis ou exercice.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir le rapport d'accident et les BSDD associés à l'évacuation des déchets solides et liquides.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 4.3.13

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 06/03/2023

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)
MES	35
DCO	125
DBO	30
Hydrocarbures totaux	5
Azote global	30

Constats :

Constats de l'inspection du 17/03/2022 et demande associée :

Aucune mesure de rejet des eaux pluviales n'a été réalisée aux points de rejet R1 et R2.

Constats de l'inspection du 21/10/2025 :

Aucune mesure de rejet des eaux pluviales n'a été réalisée aux points de rejet R1 et R2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser les analyses des rejets des eaux pluviales aux points de rejet R1 et R2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : autosurveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences, et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets

Prescription contrôlée :

<p>Une mesure de contrôle des paramètres : pH, température, Hydrocarbures totaux, MES, DBO, DCO et Azote global est réalisée suivant une fréquence, au minimum, annuelle sur les rejets vers les milieux récepteurs n° R1 et n° R2 définis à l'article 4.3.5. Les valeurs limites fixées à l'article 4.3.13 doivent apparaître dans le rapport de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune analyse des rejets n'a été effectuée. Depuis le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis un devis du 22 octobre 2025 pour des analyses d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser les analyses d'eaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets • date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; • l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; • les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les

aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

Constats de l'inspection du 17/03/2022 et demande associée :

L'exploitant n'avait pas de plan de défense contre l'incendie.

--> Une mise en demeure avait été proposée, échéance au 24/07/2025.

Constats de l'inspection du 21/10/2025 :

L'exploitant indique ne pas avoir de plan d'opération interne (POI) et ne pas avoir de plan de défense contre l'incendie. Il dispose d'un plan de prévention, établi en juin 2024 qui ne répond toutefois pas à l'intégralité des points mentionnés à l'article 5 de l'Arrêté Ministériel du 22/12/2023.

L'exploitant indique à l'inspection le 10 novembre 2025 un bon de commande pour la réalisation d'un plan de défense contre l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un plan de défense contre l'incendie pour son site, le transmettre au SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) et le mettre à disposition à l'entrée du site. Il doit comporter l'ensemble des éléments réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Maitrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maitrise des sinistres
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets • date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Maitrise des sinistres.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1^{er} juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats de l'inspection du 17/03/2022 et demande associée :</p> <p><i>Le SDIS a déclaré ne pas avoir d'information pour ce site.</i></p> <p><i>→ L'exploitant doit organiser un exercice de défense contre l'incendie suite à la réalisation de son plan de défense incendie et fournir le compte-rendu de celui-ci à l'inspection des installations classées et au SDIS.</i></p>

Constats de l'inspection du 21/10/2025 : L'exploitant n'a pas fourni de plan de formation incendie ni effectué d'exercice incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit organiser un exercice de défense contre l'incendie suite à la réalisation de son plan de défense incendie et fournir le compte-rendu de celui-ci à l'inspection des installations classées et au SDIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 06/03/2023
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : PERIODES PERIODE DE JOUR PERIODE DE NUIT Niveau sonore limite admissible Points 1 et 2 55 dB(A) - Points 3 et 4 60 dB(A) - Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée. Les points de mesures sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.
Constats : Constats de l'inspection du 17/03/2022 et demande associée : Aucune mesure de bruit n'avait été réalisée depuis 2007. Ce constat avait déjà été établi et la non-conformité relevée lors d'une précédente inspection réalisée en 2018. Constats de l'inspection du 21/10/2025 :

L'exploitant indique avoir réalisé une étude de bruit en 2023 via la société BDS mais n'est pas en mesure de la présenter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser une étude de bruit de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Inventaire des substances ou préparation dangereuses présentes sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Compatibilité produits
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets • date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.
Constats : Constats de l'inspection du 17/03/2022 et demande associée : <i>Interrogé sur la gestion du stockage des déchets (notamment au niveau du hangar au fond de site) et en terme de compatibilité produits, l'exploitant a indiqué ne pas avoir de plan des stockages tenant compte de la compatibilité des produits. Le stockage des déchets sur site ne tient pas compte de la compatibilité des produits entre eux.</i> <i>→ La conception (notamment le stockage) et l'exploitation des installations sur site doivent tenir compte des incompatibilités entre les produits.</i> Constats de l'inspection du 21/10/2025 : Le stockage des produits dans le bâtiment 1 est réalisé par nature chimique et par compatibilité, mais les plans de stockage ne sont pas formalisés. L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La conception (notamment le stockage) et l'exploitation des installations sur site doivent tenir compte des incompatibilités entre les produits. Cela passe notamment par la réalisation d'un plan des stockages à jour et tenant compte des incompatibilités entre les produits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2007, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, RETENTIONS
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets • date d'échéance qui a été retenue : 08/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats de l'inspection du 17/03/2022 et demande associée :</p> <p><i>Une partie des récipients de déchets (fûts, containers de 1 m³), notamment au fond du site est stockée à même le sol. Certains semblent vides, d'autres remplis.</i></p> <p><i>→L'exploitant doit stocker sur rétention tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.</i></p> <p>Constats de l'inspection du 21/10/2025 :</p> <p>Les produits du bâtiment 1 sont stockés sur des bacs de rétention. Plusieurs palettes stockant des produits chimiques sont stockées en dehors des racks et sans rétention, en cours de dépotage. La toiture du bâtiment 1 est dégradée.</p> <p>Les produits du bâtiment 2, destinés à la revente, sont stockés dans le fond du bâtiment 1, à même le sol. L'incompatibilité des produits chimiques n'est pas prise en compte sur cette partie du stockage.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit stocker sur rétention tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, et au regard de la compatibilité des produits chimiques entre eux..

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Moyen de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2007, article 7.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte et ressource en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 06/03/2023

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 2250 litres (50 sacs de 45 litres) et des pelles ;

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Constats :

Constats de l'inspection du 17/03/2022 et demande associée :

L'inspection du 17/03/2022 relate d'une mise en demeure car des extincteurs présents sur le site sont difficilement accessibles et un désencombrement des objets stockés devant les extincteurs doit être effectué.

De plus, aucune réserve de sable n'est présente sur le site. L'exploitant avait indiqué qu'une étude était en cours pour l'installation d'un réseau RIA.

Constats de l'inspection du 21/10/2025 :

L'exploitant indique avoir installé un 2^{ème} poteau incendie avec un débit suffisant. Cependant, celui-ci n'est pas opérationnel (en cours de travaux le jour de l'inspection).

Les extincteurs sont accessibles mais la dernière date de vérification inscrite sur ceux-ci par la société de contrôle extérieure remonte à 2024. L'exploitant affirme avoir fait contrôler ses extincteurs en 2025.

Le site dispose de réserve de sable peu accessible et en quantité bien inférieure au 2 250 litres

prescrits. Certains bacs à sable sont encombrés d'objets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les bacs à sable doivent être accessibles et opérationnels. L'exploitant doit fournir la preuve de la réalisation du contrôle annuel des extincteurs en 2025. Le deuxième poteau n'est pas opérationnel au jour de l'inspection (travaux de réseau). Il n'a pas été réceptionné par le SDIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Recueil des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets • date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2025
Prescription contrôlée : Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m ³ . En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de dispositif de confinement externe : <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la

<p>somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats de l'inspection du 17/03/2022 et demande associée :</p> <p><i>Le confinement des eaux d'extinction d'incendie n'a pu être réalisé faute de système d'isolement et de la présence d'un bassin de confinement associé pour les zones de stockage des déchets. Les eaux d'extinction de la zone de stockage extérieure de déchets se sont écoulées via des caniveaux vers une lagune en terre sans géomembrane.</i></p> <p><i>→ L'exploitant doit mettre en place un bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie pour son site et justifier de son dimensionnement, et, un système d'obturation permettant de confiner les eaux d'extinction dans ce bassin.</i></p> <p>Constats de l'inspection du 21/10/2025 :</p> <p>Le bassin de confinement des eaux d'extinction est en cours de construction. L'exploitant a transmis des photos de bassin terminé suite à l'inspection. Un système d'obturation est prévu sur ce bassin.</p> <p>L'étude de dimensionnement a été transmise à l'inspection en février 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier du système d'obturation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>